



PLATEAU TOUR BOUCLIER

Mais que cherche à faire Bercy avec nos informaticien-nes ? Le projet de réinstallation des collègues de la Tour sur une configuration en plateau est incompréhensible au regard des contraintes de leur travail. La levée de bouclier a été immédiate et une pétition intersyndicale a été signée à 96 % (hors cadres sup'). On ne lâche rien !

C'EST LA FIN

La fin des RAN est bien prévue pour le 01/01/2020. Les affectations des agent-es se feront en fonction des restructurations ou des besoins.

Finie la règle de l'ancienneté, bonjour les mutations refusées par la Direction de façon arbitraire.

De plus, les métiers seront totalement décloisonnés : au gré des évolutions du réseau, les agents seront donc alternativement envoyés sur des métiers qui ne sont pas les leurs, au bon vouloir du directeur. La gestion des ALD sans prise en compte de la formation initiale des collègues est un aperçu édifiant de ce qui va devenir la règle dans les années à venir.

Quant à l'avenir du réseau, le DDFIP 38 sous le feu roulant des camarades a fini par concéder « qu'il resterait au moins Grenoble ». Transposé à la Loire Atlantique, cela voudrait dire quoi ? Qu'il ne resterait que Nantes et Saint Nazaire ?

C'est proprement inadmissible et impensable pour la CGT. Le réseau de proximité est constitutif de notre service public, ce n'est pas un luxe mais une nécessité.

PUSILLANIMITÉ

Malgré la propagande gouvernementale, relayée à l'envi par les grands médias, la grève historique des cheminot-es fonctionne et pèse.

Pour avoir pris le train mardi, 29^e jour de grève, l'impact reste extrêmement fort. A Montparnasse, le panneau d'affichage des départs était réduit de moitié, et le train était vide aux deux tiers !

Bref, le mouvement des cheminot-es reste un succès et pèse fortement sur le gouvernement. Ainsi, les annonces du programme de destruction de la Fonction Publique AP 2022 devaient être faites fin mars. De fil en aiguille, ces grandes annonces « disruptives » ont été repoussées de quinzaine en quinzaine pour que finalement le gouvernement diffère le dévoilement du rapport à une date indéterminée,

après les arbitrages gouvernementaux début juillet ! Alors oui, la lutte des cheminot-es fait peur au gouvernement et les conduit à une grande prudence pour éviter l'ouverture d'un second front dans la Fonction Publique. Cela doit nous rappeler que seule la lutte peut stopper les contre-réformes alors sortons du fatalisme et discutons des moyens à mettre en œuvre pour gagner contre la casse de la DGFIP !

FATUM

Et oui, le destin semble s'acharner sur les activités en sous-sol du Centre des Finances Publiques de Châteaubriant.

Après avoir vu la fermeture définitive de la cantine historique du site, après la difficile reconversion en cours de la cantine en espace de restauration libre service, encore contrariée par la découverte d'amiante, voilà maintenant l'épisode inondation !

Et oui, le CFP n'a pas été épargné par les inondations frappant la ville de Châteaubriant et une partie du sous-sol s'est retrouvée les pieds dans l'eau, principalement l'ex-cantine et le local syndical ! Ne voulant jouer les oiseaux de mauvais augure, la rédaction s'en tiendra au « jamais deux sans trois » et espère que la série va donc s'arrêter là.

CES PAUVRES QUI COÛTENT

Les aides sociales coûtent « un pognon dingue » a déclaré Emmanuel Macron.

Lui et ses collaborateurs feraient peut-être bien de lire le guide édité par l'association ATD Quart Monde France il y a 2 ans : « en finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté ». Le CICE coûte un « pognon de dingue » (20 milliards), ne crée pas d'emploi, mais curieusement, Macron ne juge pas qu'il « déresponsabilise » et n'envisage pas de le supprimer.

Et imaginez un peu sa tête quand il va apprendre pour l'évasion et la fraude fiscale !

